

## 14ème législature

<b>Question N° :</b> <b>29788</b>	De <b>M. Gérald Darmanin</b> ( Union pour un Mouvement Populaire - Nord )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Commerce extérieur		<b>Ministère attributaire</b> > Commerce extérieur, tourisme et Français de l'étranger
<b>Rubrique</b> > politique extérieure	<b>Tête d'analyse</b> > Nigeria	<b>Analyse</b> > entretien de la ministre. bilan.
Question publiée au JO le : <b>18/06/2013</b> Réponse publiée au JO le : <b>11/11/2014</b> page : <b>9490</b> Date de changement d'attribution : <b>05/09/2014</b> Date de renouvellement : <b>24/09/2013</b> Date de renouvellement : <b>14/01/2014</b> Date de renouvellement : <b>04/11/2014</b>		

### Texte de la question

M. Gérald Darmanin interroge Mme la ministre du commerce extérieur sur sa rencontre avec Olusegun Aganga. Le lundi 15 avril 2013, Mme Bricq s'est entretenue avec M. Aganga, ministre du commerce et de l'investissement du Nigeria. Ainsi, il lui demande de bien vouloir lui préciser les objectifs de cette rencontre. De même, il souhaiterait connaître le contenu des échanges ainsi que le bilan de cet entretien.

### Texte de la réponse

L'entretien s'est inscrit dans le contexte du renforcement récent de la relation bilatérale franco-nigériane, avec la visite du Président Jonathan à Paris en janvier et celle du ministre des affaires étrangères français à Abuja le 16 mars 2013. Cet entretien a ainsi été l'occasion d'échanger sur la situation économique nigériane dont la croissance, régulière et robuste, se situe autour de 6 % par an depuis 2006 et le potentiel du marché nigérien qui compte 160 millions d'habitants, dont on estime que 30 millions sont des consommateurs solvables. La France a souhaité témoigner son soutien à la mise en oeuvre de l' « Agenda de transformation 20/20 [1] » initié par le président Jonathan, qui vise à conférer au Nigéria, un statut de pays émergent d'ici la fin de cette décennie. La ministre a ainsi confirmé la volonté de la France d'encourager et d'accompagner l'effort de modernisation de l'économie nigériane, en soutenant les réformes institutionnelles qui visent à renforcer la bonne gouvernance, la stabilité de l'environnement juridique et fiscal, notamment par une grande transparence dans les procédures administratives d'attribution des marchés. Ils ont par la suite échangé sur la relation économique bilatérale en soulignant notamment que le Nigéria est le premier partenaire commercial de la France au Sud du Sahara (5,1 Md€ d'échanges bilatéraux), et son 2e client après l'Afrique du Sud, avec une part de marché de 3,5 % (1,5 Md€ en 2013). Ces bonnes performances ont conduit la ministre à placer le Nigéria dans la liste des 47 pays du « cadre action export », pays prioritaires pour la France sur le plan commercial. A ce titre, les ministres ont salué le fait que le Nigéria soit éligible à l'ensemble des instruments financiers français destinés à favoriser les échanges commerciaux, comme la prise en garantie par la Coface, les instruments d'aide au développement : prêts du Trésor de la réserve pays-émergents (RPE), prêts de l'AFD et dons du Trésor (FASEP - fonds d'études et d'aide au secteur privé). La ministre a souhaité souligner que le Nigéria est, avec l'Angola, l'un des deux plus importants sites d'investissements français en Afrique subsaharienne (1,5 Md€ par an pour un stock d'IDE d'environ 10 Md€) avec une cinquantaine d'entreprises qui sont souvent parmi les leaders mondiaux dans leur secteur d'activité, à l'instar de Total, Lafarge,



Air Liquide, Bouygues, Alstom, Alcatel, Accor. Ils ont enfin évoqué les grands projets intéressants des entreprises françaises en cours concernant Lafarge et son projet d'extension de la cimenterie de Calabar pour un montant de 500 M\$ et qui vise à porter sa capacité de production de ciment de 7 MT à 10 MT (la production totale du pays s'élevant à 20MT) ; concernant également Schneider Electric et sa décision d'implanter une unité d'assemblage de sous-stations électriques pour faire face à la demande du marché local - deux projets qui ont depuis connu des issues positives. [1] L'objectif étant que la Nigéria fasse partie des vingt économies les plus riches à l'horizon 2020.